

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

2^e ANNÉE | N^o 26

1^{er} JUIN 1925

| PRIX : 2 FR.

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

L'ÉTAT DE GUERRE EN ESPAGNE. — Par un décret du 17 mai, le roi d'Espagne a levé l'état de guerre qui avait été déclaré dans tout le pays au moment du pronunciamiento du général Primo de Rivera. Cette disposition ne change en rien la situation où se trouve l'Espagne. Les garanties constitutionnelles continuent à être suspendues, la presse continue à être soumise à la censure. Le pays est comme un prisonnier, attaché jusqu'ici avec des cordes et des chaînes, auquel on aurait enlevé les cordes. Les chaînes subsistent, il est aussi prisonnier qu'auparavant.

DÉTENTIONS. — M. Sigfried Blasco, le fils de M. Blasco Ibañez, a été détenu à Valence, accusé de faire circuler une brochure intitulée Ce que sera la République Espagnole, écrite par son illustre père. Il a été relâché au bout de cinq jours, lorsque la nouvelle a été connue et commentée à l'étranger. Néanmoins, on compte à Madrid plus de 200 détentions pour la même cause et on nous affirme que la plupart de ces détentions ont été maintenues. Un étudiant de Madrid, M. Massanel, est traduit devant les tribunaux comme suite à une conférence donnée par lui à l'Association des élèves des Ecoles d'Ingénieurs et d'Architecture. Il avait attaqué Primo de Rivera et c'est le Dictateur lui-même qui a ordonné des mesures contre lui et menacé de dissoudre les Associations d'Etudiants si le cas venait à se répéter. On a détenu à Manresa, un rédacteur du journal El Pla de Bages et cinq de ses amis comme suspects de séparatisme. Ils ont été enfermés en prison et mis au secret.

CONSEILS DE GUERRE. — Des soldats et des civils sont traduits constamment devant des conseils de guerre, inculpés de sédition, de rébellion ou d'injures à l'armée. Le lendemain du jour où le colonel Araujo, jugé pour abandon d'une position au Maroc, qui coûta la vie à quelques centaines de soldats, reprend ses grades en vertu de l'amnistie décrétée par le Directoire, les tribunaux militaires espagnols viennent de condamner huit des soldats mutinés à Malaga, en leur infligeant des peines qui oscillent entre dix et vingt années de prison. — Par contre, le Tribunal Suprême de Guerre a rendu une sentence absolue en faveur du lieutenant Ibarondo, inculpé pour les événements de Melilla 1921.

CONTRE LA PRESSE. — Les mesures contre la presse sont toujours rigoureuses : la Correspondencia, de Valence, a été punie d'amende; le directeur du journal La Raza, de Vigo, vient d'être mis en prison; M. Benigno Valera, journaliste madrilène, est également aux arrêts; un journaliste de Terrassa, le poète Ventallo, est mandé devant les tribunaux pour un article paru en 1920, où il dénonçait le chantage auquel se livrait M. Sala, celui que le Directoire plaça à la tête de la Mancomunitat.

CONTRE LES ENSEIGNES. — Le gouverneur de Barcelone, général Milans del Bosch, s'attaque aux sociétés et aux maisons de commerce dont les enseignes, sceaux, distinctifs, etc., pourraient être suspects de séparatisme. Il va forcer toutes les sociétés et toutes les maisons de commerce à soumettre les distinctifs, enseignes, marques, etc., etc., pour en faire une révision et il n'autorisera pas ceux qu'il estimera suspects. Ils ont peur même de ces petits distinctifs, par où le sentiment national des Catalans peut se manifester.

CONCOURS SUPPRIMÉS. — Avec la destruction de la Mancomunitat, les concours agricoles et d'élevage qui se célébraient dans les riches contrées de Lleida ont été supprimés. Les agriculteurs et éleveurs en avaient appelé à la Députation de Lleida et à la Commission de l'ancienne Mancomunitat; mais on leur a répondu qu'on n'avait pas le temps de s'occuper de pareilles choses. Et c'est ainsi qu'on encourage le relèvement du pays.

RAPPORTS FRANCO-CATALANS. — L'École du Travail, qui fut l'une des institutions d'enseignement les plus réussies créées par la Mancomunitat et qui, bien que diminuée, subsiste encore, est intervenue dans les travaux du Congrès International de l'Enseignement technique qui s'est tenu à Charleroi, les 16, 17 et 18 mai. Également, le Pen Club de Barcelone a été représenté par deux de ses membres au Congrès des Pen Clubs, célébré à Paris les 21, 22 et 23 mai, et organisé par le Cercle Littéraire International. Les représentants des lettres catalanes ont été admis entre ceux de vingt-deux pays différents, avec tous les honneurs dus à un peuple qui a une littérature et une âme à soi.

UNE DÉCOUVERTE HISTORIQUE

Au moment même où ses admirateurs lui rendaient hommage à l'occasion de sa quatre-vingtième année, M. Gustave Schlumberger, l'éminent historien, faisait paraître une nouvelle édition, chez Plon, de son livre, *L'expédition des Almugavars*. Cette publication a suscité articles et commentaires, entre autres, le feuilleton que lui a consacré M. Maurice Muret, dans le *Journal des Débats* du 20 mars dernier. Or, sous le titre *Un surprenant témoin de l'expédition des fameux Almugavars ou routiers catalans, en Orient, à l'aube du quatorzième siècle*, nous lisons, dans le *Journal des Débats* du 3 mai, un curieux article de M. Gustave Schlumberger lui-même rendant publique une découverte historique très intéressante pour les Catalans. Cet article, illustré par la gravure que nous reproduisons, était ainsi conçu :

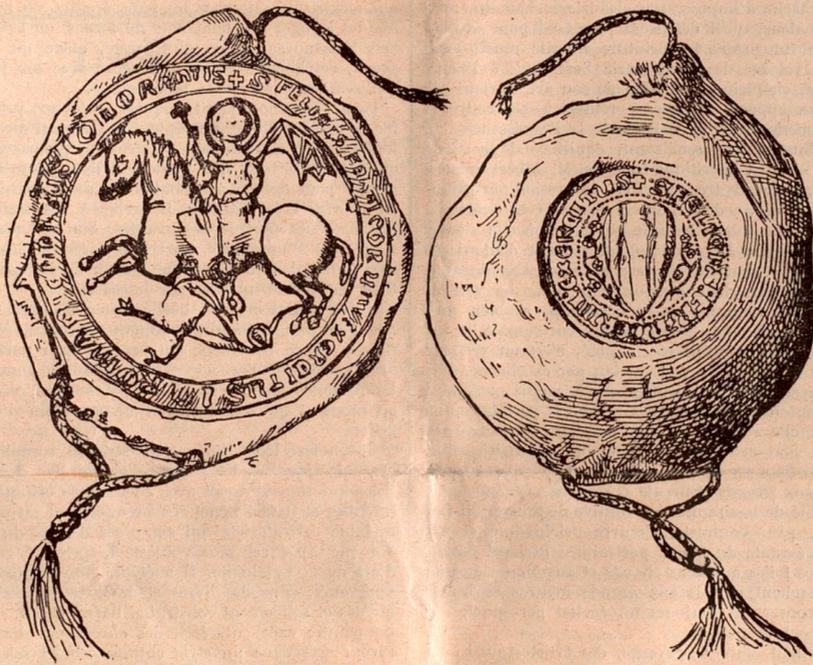
M. Maurice Muret, dans un brillant feuilleton de ce journal, a esquissé, en termes charmants, les prodigieuses aventures des bandes de routiers catalans, qui, dans les premières années du quatorzième siècle, servirent d'abord l'Empire grec des Paléologues et se révoltèrent ensuite contre lui.

J'ai raconté, il y a vingt ans, cette fantastique

au document ainsi authentifié par le chancelier de l'armée catalane. Le type principal du sceau est, en effet, un saint Georges à cheval, cuirassé, perçant de sa lance un dragon à long cou. Autour, on lit une inscription latine : *S (igillum) Felicis Francorum exercitus in Romanie finibus comorantis*, c'est-à-dire « Sceau de l'heureuse armée des Francs, établie sur les terres de Romanie ».

De plus, au revers, est l'empreinte d'un sceau plus petit qui porte un écu chargé des pals d'Aragon. Ce dernier sceau est incontestablement d'un travail plus habile et la légende, plus courte, qui contient les quatre premiers mots de la précédente, paraît démentir qu'il s'agit du premier sceau de l'armée catalane dont elle se servit après son départ de Sicile. Le style de ce premier cachet est bien occidental, alors que le grand sceau a un aspect plutôt oriental.

Cette alliance du saint Georges et des armes d'Aragon, sur les deux faces de la précieuse cire, n'a rien qui doive étonner. Car Muntaner nous apprend que



épopée, qui, commencée en Sicile et poursuivie en Asie Mineure et sur les côtes de Propontide, se termina quelques années plus tard, par la fondation étrange d'un duché espagnol dans la ville de Minerve. C'est en 1305 que les Catalans ou Almugavars, exaspérés par le meurtre de leur chef, le César Roger de Flor, qui était tombé dans un odieux guet-apens de son beau-frère, fils de l'empereur grec, que ces routiers, menacés aussi dans leur propre existence, se constituèrent en Etat indépendant à Gallipoli.

Nous savons par leur historien Ramon Muntaner, qui était aussi un de leurs chefs, que des bannières et un sceau furent alors fabriqués. Selon Muntaner, ce sceau portait la figure de saint Georges, entourée d'une inscription dont voici la traduction : *Sceau de l'armée des Francs qui règnent sur le royaume de Macédoine*.

C'est seulement après la publication de la nouvelle édition de mon livre sur l'expédition des Almugavars qu'un exemplaire du sceau, en cire, a été reconnu par M. le comte Pierre de Viry, dans une collection qui lui appartient et qui fut formée, au dix-huitième siècle, par M. de Montcarra, président du Parlement de Grenoble.

Ce sceau de cire vierge et de cire rouge, encore relativement bien conservé, est traversé par des cordons de soie, rouge et jaune, qui servaient à le fixer

les Almugavars s'élançèrent contre l'armée byzantine, sous les murs de Gallipoli, en criant : « En avant, Aragon, Aragon ! saint Georges, saint Georges ! »

L'épithète de *felicis* surprendrait davantage; elle est probablement unique pour cette époque et il faut remonter au sixième siècle pour la retrouver, associée en particulier aux noms de Ravenne et de Rome. Au surplus, cette armée catalane, réunion singulière d'aventuriers, nés surtout au nord et au sud des Pyrénées, fut vraiment heureuse, malgré des échecs et des trahisons qui la décimèrent plus d'une fois, heureuse et fortunée puisqu'elle réussit à former un Etat qui eut une durée réelle.

Le souvenir des Almugavars persista longtemps en Orient; mais leur nom, inscrit dans la devise d'une *Orientale*, en 1828, surprit peut-être plus d'un lecteur, qui ignorait la publication par Buchon de la traduction de l'intéressante chronique de Muntaner, alors que Victor Hugo en eut probablement connaissance, puisque la publication de Buchon est précisée de 1828.

Aujourd'hui encore, l'expédition des Catalans à travers l'empire byzantin n'est guère connue et, pour cette raison, il nous a paru qu'il était utile de signaler un précieux monument, qui prouve une fois de plus combien la terre d'Orient attira les peuples latins au moyen âge. Gustave SCHLUMBERGER.

INUTILES CONVERSATIONS

Nous avons appris tout à la fois, à Paris, que Primo de Rivera avait décidé la levée de l'état de siège et reçu la visite de M. Malvy, ancien ministre de l'Intérieur, député du Lot. L'état de siège, il était officiel depuis l'arrivée du Directoire aux affaires. En ce temps-là, M. Malvy résidait encore en Espagne en qualité d'exilé politique. Tout arrive : qu'un ministre français, condamné pour forfaiture, revienne sur l'eau, et qu'un général malheureux gouverne son pays, ce sont là choses courantes, de nos jours. Il est juste d'ajouter que la forfaiture du ministre n'a jamais été démontrée, et que la compétence du général ne le fut pas davantage. Il n'importe. Je n'insinuerai pas que, démocrate personnage autant qu'habile homme, M. Malvy ait pu avoir la moindre influence sur la levée de l'état de siège, car je ne l'imagine point. Mais qui ne croira que la rencontre des deux hommes ne put manquer d'être

piquante ? Si M. Malvy était né de l'autre côté des Pyrénées, ce n'est pas d'égal à égal, assurément, qu'il aurait pu causer, ces jours-ci, avec le chef du gouvernement des Espagnes. Tout porte à penser qu'il serait encore exilé, ou en prison, s'il avait eu la malchance de naître espagnol. Car Primo est un homme incapable de badiner avec la politique. Mais chacun sait que Primo, des deux hommes, n'est pas le plus malin, et nous n'aurons pas le mauvais goût d'insister.

Au reste, l'état de siège est levé; mais la censure reste en vigueur. En quoi consistait-il donc, cet état de siège ? Et qu'y a-t-il de changé, depuis qu'il fut platoniquement, théoriquement levé ? Vous l'avez deviné. Rien. Manifestation vaine d'un apparent souci de libéralisme.

Le Radical. — journal français qu'il faut croire sur la foi de son titre, depuis qu'il a cessé d'être l'organe des bas intérêts économiques pour re-

devenir celui de la politique à laquelle il emprunte son nom et ses collaborateurs — nous faisait remarquer ces jours-ci que « la présence du député du Lot à Madrid coïncide avec la période aiguë des opérations militaires au Maroc » et que « les conversations répétées et fort longues qu'il a eues tant avec le général Primo de Rivera qu'avec les personnages les plus considérables de la cour et de la politique ont eu pour objet la collaboration amicale des deux pays ».....

Tenons-nous-en à cette information. Elle implique nettement que M. Malvy s'est rendu en Espagne, sur la prière du gouvernement français. Nous savons, quant à nous, qu'il n'y porta point que des paroles mielleuses, mais aussi des injonctions. Engagée dans une campagne africaine (dont le caractère civilisateur n'est pas niable), la France ne peut manquer de se souvenir qu'elle s'y trouve engagée contre son gré et par la faute de cette maladroite Espagne qui n'a pas su remplir aucun des engagements correspondant au mandat qu'elle avait reçu de l'Europe. Si nous sommes décidés à nous en tenir à notre propre rôle, nous n'en sommes pas moins obligés de savoir — ou de chercher à savoir — à quoi nous en tenir sur les intentions exactes des défallants. L'Espagne nous coûte une nouvelle guerre coloniale. Puisse-t-elle ne pas nous coûter plus cher encore !

Primo de Rivera s'abuserait, s'il supposait que son nom puisse être béni, voire même respecté, par les patriotes français. Nous avons d'autres chats à fouetter. Le Riff ne nous inquiétait guère. Mais Primo s'est laissé vaincre par les Riffains. Ceux-ci s'imaginèrent, ayant vaincu l'une des nations qui composent l'Europe, avoir vaincu l'Europe elle-même. Les Français, à leur idée, ne pourraient être beaucoup plus difficiles à battre. Ils se retournèrent contre eux. Ivres d'ambitions, nationalistes, militaires, soutenus par la propagande communiste, confiants dans la loi de l'Islam, ces pauvres gens doivent être pardonnés, pour la simplicité de leurs idées. Primo de Rivera, le vantard, les avait, hélas ! habitués à ne rien redouter des généraux d'Europe.

La leçon donnée, à qui servira-t-elle ? La France ? La France est sans ambition. Le Riff ne la tente point. Sa zone de protection est paisible et prospère. C'est l'Espagne qui bénéficiera du prestige européen rétabli. Ainsi, nous avons maintes raisons de souhaiter des informations sur les intentions espagnoles.

Mais devons-nous en attendre de Primo de Rivera la révélation ? C'est une tout autre question. A M. Malvy, cet homme retors aura dit n'importe quoi, sauf la vérité de son sentiment. Et son sentiment n'aurait pas plus d'importance que n'en ont ses possibles mensonges. Car Primo de Rivera — il le dit lui-même — n'est qu'un oiseau de passage. Il ne représente rien : pas même l'Espagne ! Il ne détient ses pouvoirs que de sa propre usurpation. Aucune constitution, aucune assemblée ne lui ont donné licence de gouverner un pays. Traiter avec lui, c'est causer ou traiter avec le vent. Politiquement, socialement, Primo n'existe point. Ce qu'il veut n'est pas ce que veut l'Espagne. Ce n'est pas non plus ce que veut le roi. Il est seul à se croire chef de gouvernement. Partout, on le traite comme un chef de bande; et c'est plus exact.

Alors ? — Causons, si vous y tenez, mais ne décidons rien. Quand l'Espagne se sera donné un gouvernement normal, concevable, alors, oui, nous traiterons en commun. Tant que, du fait des revendications catalanes et du fait de la dictature, l'Espagne demeurera un Etat sans unité et sans mandataire, on ne pourra, décemment, décider quoi que ce soit avec elle. A moins d'être fol, on ne cause ni avec les morts, ni avec les absents.

F. JEAN-DESTHIEUX.

M. de Monzie fait l'éloge de M. Cambó

En marge du livre de M. Cambó, *Autour du fascisme italien*, l'ancien ministre des Finances, M. Anatole de Monzie, a écrit des paroles qui sont à retenir et que nous avons lues dans l'*Ere Nouvelle* du 8 mai. M. de Monzie écrit :

La figure de Francesc Cambó se détache avec des traits accentués. Cambó est tel au moral qu'au physique : ce Greco de Catalogne est exceptionnellement sensible aux frissons de l'idée, éperdument inquiet de l'espace et du temps; ce régionaliste est le plus accompli des citoyens de l'univers, sans cesse en route du Sud-Amérique aux frontières de l'U.R.S.S., se reposant d'une enquête en Allemagne par une croisière dans le Proche-Orient, courant du spectacle des Révolutions comme s'empressent aux premières des